

Afschrift

Londres, le 31 août 1893.



Monsieur le Comte

Ainsi que le Comte de Bylandt l'a annoncé à Votre Seigneurie dans sa note du 21 avril dernier, le Gouvernement néerlandais a examiné en détail le contre-projet du traité d'extradition à conclure entre les Pays-Bas et la Grande-Bretagne, qu'Elle avait bien voulu transmettre à la Légation Royale.

J'ai maintenant l'honneur d'informer Votre Seigneurie que mon Gouvernement a terminé cet examen, et je suis chargé de Lui soumettre les observations auxquelles ce document a donné lieu.

Article I

II

D'après l'article 3 de la loi néerlandaise sur l'extradition, le Gouvernement peut extradier non seulement pour l'acte même de crime, mais aussi pour la tentative et la complicité, lorsqu'elles sont punissables aux Pays-Bas. Il doit donc faire objection à ce que la tentative soit expressément mentionnée dans certains cas, entr'autres dans les

Nos

à la Seigneurie
Monsieur le Comte de Rosebery

numéros 16 et 29 du contre-projet anglais, tandis qu'il n'en est point question dans les autres. Ceci pourrait donner lieu à la supposition que l'extradition ne pourrait pas être accordée dans ces autres cas pour la tentative des crimes qui y sont énumérés.

Mon Gouvernement est par conséquent d'avis qu'il serait désirable de maintenir en entier le dernier alinéa de l'article I de sa proposition, l'avant-dernier alinéa du contre-projet de Votre Seigneurie ne faisant mention que de la complicité seulement.

Les crimes mentionnés dans l'article I sub 1.^o a et b du projet néerlandais ont été omis dans le contre-projet britannique sans qu'aucune raison ait été donnée pour cette omission. Ces crimes sont d'après la législation néerlandaise des "delicta sui generis" et mon Gouvernement attacherait un grand prix à les voir maintenir dans le traité.

1 et 2.. Comme le meurtre et l'asfasinat commis sur un enfant sont des crimes spéciaux aux Pays-Bas il sera nécessaire de stipuler, ainsi qu'on l'a fait dans le traité actuellement en vigueur, que l'extradition aura lieu pour

1 Murder, including asfasination committed on a child, or etc. —

2 Manslaughter, including infanticide.

6, "Knowingly making any instrument etc" n'est pas un fait mentionné dans la loi néerlandaise sur l'extradition et mon Gouvernement ne se trouve par conséquent pas en mesure de l'admettre dans le traité.

9 Ce n'est pas toute destruction de propriété qui peut donner lieu à extradition, aux termes de la loi néerlandaise, et le Ministre des Affaires Etrangères est donc d'avis qu'il serait préférable que les nos 17 et 18 de sa proposition soient maintenus. Au cas où le Gouvernement britannique croirait le pas pouvoir satisfaire à cette demande, il serait ^{d'ajouter} essentiel, au no 9 du contre-projet de Votre Seigneurie les mots: "and if it is made an extradition case by the laws of both countries?"

10. Le crime qui est mentionné au numéro 10 du contre-projet anglais est-il équivalent à l'escroquerie? Si c'est le cas mon Gouvernement est prêt à accepter cette rédaction pourvu qu'il y soit ajouté: "punishable by the laws of both countries" les "false pretences" ne suffisent pas

pas dans tous les cas pour constituer une escroquerie.

Toutefois mon Gouvernement donnerait la préférence à la rédaction plus simple du N° 23 du projet néerlandais.

11. Le crime qui est mentionné sous ce numéro rentre dans la même catégorie que celui mentionné sous le N° 6, et ne peut donc pas figurer dans le traité.

12. Mon Gouvernement désirerait connaître le sens exact de cette définition. Aux termes de l'article 26 de la loi sur l'extradition, les Pays-Bas ne peuvent en effet extraditer que pour banqueroute frauduleuse. Si la "Bankruptcy law" anglaise spécifie d'autres faits punissables pour lesquels le Gouvernement néerlandais ne serait point en mesure d'accorder l'extradition, la rédaction du N° 11 devrait être plus précise et plus conforme à celle du projet néerlandais.

13. Est-ce que dans la loi britannique "fraud" est équivalent à "forgery" (faux en écriture)? Si c'est le cas, le même crime se trouverait mentionné

mentionné deux fois (voir N° 7)

Comme néanmoins il se pourrait que "fraud" au point de vue anglais fût "un delictum sui generis" mon Gouvernement n'a pour le moment pas d'objection qu'il en soit fait une mention spéciale, mais désirerait être renseigné sur la signification et la portée exacte du mot.

16. La première remarque faite dans cette note s'applique également à la tentative dont il est fait mention dans le texte anglais sous ce numéro.

17. Quelle est la signification précise d'"indecent assault"? Mon Gouvernement est d'avis que la rédaction du N° 6 du projet néerlandais est plus complète et plus précise.

21. "Abandonning children or exposing them" ne sont pas des chefs d'extradition d'après la loi néerlandaise, et ces faits ne peuvent par conséquent pas être insérés dans le traité.

"Unlawfully detaining children" est par contre prévu, et peut être maintenu.

22. D'après l'article II 9 et 10 de la loi néerlandaise

sur l'extradition, on ne peut extraditer que pour l'enlèvement d'enfants ou de mineurs. Je proposerais donc à Votre Seigneurie de formuler le N° 22 ainsi qu'il suit: "Kidnapping of minors and their false imprisonment"

26 Le Gouvernement néerlandais ne pourrait accorder l'extradition de ce chef, qui n'est pas mentionné spécialement dans la loi néerlandaise, qui au cas où le fait relaté au N° 26 serait compris dans la catégorie des crimes mentionnés dans les N°s 3 et 4. - Le fait même d'avoir mis à dessein en péril un convoi de chemin de fer, fait qui d'après la loi néerlandaise (article I 21) constitue un cas d'extradition, n'est pas compris dans la rédaction anglaise qui ne mentionne ~~pas~~ la sécurité des personnes voyageant dans un train. Par contre le crime défini dans la rédaction que Votre Seigneurie propose, est déjà compris dans celui que la loi de mon pays rend punissable, et mon Gouvernement croit devoir donner la préférence pour.

pour cette raison à la rédaction du N° 21 de son projet

27. Cette rédaction est trop vague au point de vue de la législation néerlandaise, les Pays-Bas ne pouvant extraditer que pour les menaces qui sont spécifiées dans la deuxième partie de l'article 285 de leur Code Pénal. J'ose donc espérer que Votre Seigneurie n'aura point d'objection à admettre la rédaction du N° 3 du projet néerlandais.

29 En raison de la plus grande étendue de la rédaction du N° 19 du projet néerlandais mon Gouvernement estime qu'il serait préférable que le Gouvernement britannique voulût bien l'admettre. Dans tous les cas il ne sera pas possible de maintenir les expressions: "or attempting to do so", "conspiring" ne constituant pas un chef d'extradition au point de vue de la loi néerlandaise, à moins que "conspiring" ne soit équivalent à "attempting".

31 La remarque précédente s'applique également aux.

aux mots: "or conspiring to revolt".

article III Le Gouvernement néerlandais accepte la première rédaction de cet article que Votre Seigneurie a bien voulu suggérer, mais le Ministre des Colonies désirerait connaître quels sont aux termes de la loi anglaise les sujets britanniques.

article VII Pour que cet article s'accorde avec la législation néerlandaise il sera nécessaire d'y ajouter le deuxième alinéa de l'article VII du traité d'extradition actuellement en vigueur, ou du moins il faudra compléter le premier alinéa en y ajoutant les mots "during one month".

article X Le Ministre des Affaires étrangères m'a prié de fixer l'attention de Votre Seigneurie sur l'article 9 de la loi néerlandaise sur l'extradition. Pour se conformer à son contenu il sera nécessaire de mentionner dans l'article X du contre-projet anglais la qualité des fonctionnaires de l'ordre judiciaire qui seront autorisés à faire la demande d'arrestation provisoire.

Les

Les mots: "in the manner directed by articles II and IV of this treaty" qui terminent le premier alinéa de l'article X paraissent superflus. Si néanmoins Votre Seigneurie tient à les maintenir, mon Gouvernement désirerait savoir pourquoi il est nécessaire de se référer plus spécialement à ces deux articles.

articles XI et XII Mon Gouvernement croit qu'il serait préférable de remplacer dans le traité ces deux articles par un article unique conçu dans le sens de l'article 7 du projet néerlandais. Aussi désirerait-il y voir stipuler que les autorités britanniques compétentes acceptent comme valable l'ordonnance, émanant d'un tribunal néerlandais, de renvoi devant la justice répressive avec mandat d'arrêt ou de maintien en état d'arrestation (voir article 85 du Code de Procédure Pénale). La différence qui existe entre la législation néerlandaise et celle de l'Angleterre qui, je crois ne connaît pas le "renvoi devant la justice répressive" mettrait sous cela les Pays-Bas dans.

dans une position d'infériorité relativement à
l'application de l'article XIII

Du reste il sera nécessaire de compléter l'article 7 de la
proposition néerlandaise en insérant après : "avec
mandat d'arrêt" les mots : "soit d'un mandat d'ar-
rêt", délivré etc...

article XIII Au point de vue de la loi néerlandaise sur l'ex-
tradition (article 16) il n'y a aucune objection
contre le terme de deux semaines fixé dans le second
alinéa de l'article XIII du contre-projet anglais
mais mon Gouvernement me fait observer qu'il
serait plus régulier si ce même terme était réservé
aussi pour les Pays-Bas.

article XV Le délai de trois mois proposé dans cet article n'exis-
te pas dans la législation néerlandaise. L'article
10 de la loi néerlandaise sur l'extradition stipule
que l'officier de justice ordonnera la mise en
liberté du prisonnier, si au bout d'un certain
temps la demande d'extradition accompagnée
des pièces nécessaires n'a pas été reçue, cas qui est
prévu dans l'article X du contre-projet anglais.

Mais

Mais si je ne me trompe, l'article XV proposé
par votre Seigneurie a pour but de prévoir le cas
où, bien que dûment communiquées, les pièces
nécessaires ne répandent pas assez de lumière sur
une affaire pour que la demande d'extradition
puisse être prise en considération.

Ces pièces pourront donc être complétées et appuyées.
Mon Gouvernement n'a par conséquent aucune
raison de mentionner un délai de ce genre dans
le traité. Bien qu'il soit fort peu probable,
il est cependant possible que même dans le cas
d'une demande d'extradition de la Grande-
Bretagne adressée aux Pays-Bas ou vice-versa,
ce délai soit trop court pour appuyer cette
demande d'une manière suffisante, tandis
que si la demande est adressée aux Colonies
respectives ce délai n'est certainement pas
assez long.

Dans ces circonstances mon Gouvernement
m'a chargé d'exprimer l'espoir que votre
Seigneurie se verra en mesure de ne pas
insister.

prêt à fournir de mon mieux à votre
Seigneurie des renseignements verbaux,
si sur certains points Elle désirerait con-
naître plus en détail les motifs qui ont
obligé mon Gouvernement à formuler ces
observations. Je m'empresse aussi de joindre
sous ce pli les copies des deux articles 285
du Code Pénal et 85 du Code de Procédure
Pénale Néerlandais auxquels j'ai eu lieu
de me référer ci-dessus.

Preuillez agréer, Monsieur le
Comte, l'assurance renouvelée de la plus
haute considération avec laquelle j'ai l'honneur
d'être, de votre Seigneurie
le plus humble et
obéissant serviteur

285 was leeds
in het Gesit van
Engeland